

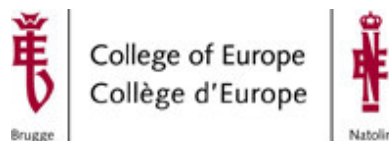
MPRA

Munich Personal RePEc Archive

Mico, Apostolov
College of Europe

01. May 2006

Online at <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/6536/>
MPRA Paper No. 6536, posted 02. January 2008 / 19:31



COLLEGE OF EUROPE

COLLEGE D'EUROPE

Ludwig van Beethoven Promotion 2005-2006

Les cartes de l'Europe à l'heure de la mondialisation

Professeur Dominique Moïsi

Macédoine et Grèce

**Est-ce-que l'Union Européenne est sans réponse dans la dispute
autour du nom ?**

Assistant:

François Richard

Prepared by:

APOSTOLOV Mico

Introduction

La dispute autour du nom entre la Grèce et la Macédoine a eu des phases turbulentes qui ont menacé de créer un conflit non pas seulement diplomatique, mais beaucoup plus que cela. Il semble que le nom est d'une importance cruciale pour les deux pays et ainsi, cette problématique intimide de mettre les autres (UE) dans une position plus ou moins insolvable. En plus, il n'y a pas de solution constructive, qui va mettre fin à ce conflit là.

L'étude qui va s'ensuivre va analyser les problèmes de l'Union Européenne dans le contexte des politiques durables, de l'avenir consternant et la sensibilité croissante entre les deux pays. La première partie va donner une perspective du début de la dispute et l'instabilité des frontières européennes, désolation de l'ex Yougoslavie et la naissance de la Question Macédonienne. La deuxième partie va analyser l'embargo du Gouvernement Grecque et la situation diplomatique explosive en 1994. Puis, on se focalisera plus sur la position des puissances européennes, une position indéfinie (la dispute est reportée après interférence des Etats-Unis). Le troisième domaine d'analyse sera celui du moment essentiel pour le futur de la dispute – la reconnaissance par les Etats Unis du nom constitutionnel de la République de Macédoine (2005). Alors, après cette décision la Grèce a menacé de bloquer l'adhésion de la Macédoine dans l'Union Européenne et l'OTAN et la position de l'Union Européenne est influencée énormément par la Grèce. Enfin, nous essayerons d'évoquer quels sont les solutions possibles ainsi que le chemin pour parvenir à résoudre une fois pour toute le problème.

En outre, on doit parvenir à des résultats qui seraient valables à l'avenir proche, parce que les possibilités de solution de cette dispute sont 'irrationnelles' et dépendent des positions du 'noyau dur' de l'UE et les indications de changement (en faveur d'un ou l'autre pays) dépendent de courant développement / gravité/ stabilité de la situation dans le Balkan en général.

Instabilité des frontières européennes, désolation de l'ex Yougoslavie, naissance de la Question Macédonienne (dispute autour du nom)

À la fin des années 1980 les choses ont commencé à se dérouler mal. Le système de sécurité sociale que le parti communiste a voulu établir ainsi que l'économie ont commencé à traîner derrière comparés aux pays développés. En fait, Tito a su comment diriger d'un poignée dure la conduite des républiques et résoudre la crise nationaliste dans l'état fédéral. Mais, après

sa mort des courants nationalistes sont apparus en Serbie et en Croatie. Le système fédéral s'est affaibli et il s'est décomposé en même temps avec la chute du communisme ailleurs.¹

En outre, le Kosovo, apparaissant comme un problème, a commencé lentement à devenir une question difficile à résoudre (demandes pour un meilleur respect des droits de l'homme et de minorités, aussi le plus vite possible l'indépendance de la province autonome du Kosovo). La conduite serbe nationaliste opposée fortement aux réclamations albanaises pour de meilleurs droits dans un territoire où les Albanais étaient la majorité (85% de la population de Kosovo s'est composé des Albanais).²

La fédération yougoslave a s'est mise à dissoudre avec l'évasion le début de la guerre en Slovénie, après que la Slovénie et la Croatie avaient déclaré l'indépendance. L'effet de domino a continué avec la proclamation de l'indépendance de la Bosnie et Herzégovine, ce qui est devenu le champ de bataille principal dans les années à venir apportant le chagrin à toutes les entités sur les Balkans. La réaction en chaîne des proclamations de l'indépendance était suivi également par les Macédoniens. Ces actions ont créé beaucoup de problèmes pour la région et ont finalement mis fin à la fédération yougoslave.

La République de Macédoine a proclamé l'indépendance et a été admise dans les Nations Unies. Cela marque la naissance du "question macédonienne" et la recherche pour la définition de l'identité séparée des Macédoniens. Dans le contexte international la question est apparue en 1993. Les premières voies de l'escalade à venir, peuvent être vues dans la lettre du Ministre des Affaires Etrangères de la Grèce au Secrétaire Général Butros Butros-Ghali de l'ONU : « La paix dans la région est menacée non seulement par le nom de ce nouvel état, mais également par une série d'actions, résultant de l'usurpation de nom 'Macédoine', dans un but de créer un nouveau, pays historiquement non-existant, avec des prétentions territoriales en tant que sa politique fondamentale,..., Le Gouvernement de Gligorov..., a accepté un drapeau national avec des symboles de l'histoire de la Grèce... »³

Le conflit a commencé, d'une part, tout en défendant l'identité séparée du peuple Macédonien, mais de l'autre que les Grecs ont été tout d'abord inquiétés de la menace sur leur "gagne" vieille historique des périodes antiques. La Grèce allègue que les Macédoniens ne

¹ **Mark MAZOWER** - "The Balkans", Weidenson & Nicolson, London 2000 , p.124 -125

² **Mark MAZOWER** - "The Balkans", Weidenson & Nicolson, London 2000, p. 125

³ **John SHEA** – “ MACEDONIA AND GREECE: The Struggle to Define a New Balkan Nation” , McFarland & Company, North Carolina, 1997, p.278

devraient pas être identifiés comme Macédoniens parce qu'ils étaient de la nationalité grecque depuis 2000 avant Jésus Christ. En plus, les autorités grecques ont dit que ces Macédoniens dont la langue appartient à la famille slave des langues, ne devaient pas utiliser le nom « Macédoniens » parce que avant 4000 ans, les Macédoniens ne parlaient que le grec. Et en fin, « Macédoine n'a aucun droit de s'appeler par ce nom parce que Macédoine a toujours été et est une région de la Grèce ». ⁴ On autre, comme une comparaison, le peuple de la Macédoine affirme que « c'est une illusion pour penser que les Macédoniens antiques étaient des Grecs »⁵ :

a) les Macédoniens antiques étaient les européens distincts, conscient et fier de leur nationalité, leur langue, leurs coutumes et leur nom et le même s'applique aux Macédoniens modernes d'aujourd'hui ; b) les Macédoniens antiques ont considéré les Grecs antiques comme des voisins uniquement. Les Grecs ont traité les Macédoniens comme Étrangers (« barbares ») dont la langue maternelle était le macédonien, non le grec ; et c) Macédoine n'était jamais une région de la Grèce, au contraire, la Grèce antique a été soumise à la Macédoine. En 1913, la Grèce moderne et ses alliés balkaniques ont divisé la Macédoine. Si aujourd'hui une partie de la Macédoine appartient à la Grèce, il est en vertu illégale et constitue une d'occupation d'une partie de la Macédoine.

L'embargo du Gouvernement Grecque et la situation diplomatique explosive

Les racines des perturbations diplomatiques peuvent être vues bien au début du conflit. Dans la lettre du ministre des affaires étrangères grec Antonis Samaras envoyé à ses contreparties européennes, quand ils ont donné leur approbation à l'indépendance de Skopje, il a réclamé que « à cette date (17 Janvier 1992), les autorités de Skopje ne mettent pas en application ces conditions. »⁶ En fait, à cet effet il accuse que les Macédoniens n'offrirent pas de garanties suffisantes, constitutionnelles ou autre, pour s'assurer qu'ils n'auront aucune réclamation territoriale. Par ailleurs, il a dit que ils continuent de porter la propagande hostile,

⁴ **The Macedonian-Greek Conflict** “The age long conflict between the Greeks and the Macedonians” Available at: <http://www.historyofmacedonia.org/MacedonianGreekConflict/conflict.html>

⁵ **J.S. Gandeto – “Differences between Ancient Macedonians and Ancient Greeks”** Available at : <http://www.historyofmacedonia.org/AncientMacedonia/gandeto.html>

⁶ **Letter of Greece's Foreign Minister Antonis Samaras sent to his EPC counterparts on 17 January 1992** Excerpted from: Greece, “European Political Cooperation and the Macedonian Question” by Aristotle Tziambiris, Oxford, 2000, pp.207-213, Appendix II Available at: <http://www.macedonian-heritage.gr/OfficialDocuments/Samaras1.html>

même à ce moment critique, avant leur reconnaissance et, en fin, ils n'ont fait aucune tentative de trouver une dénomination appropriée pour leur future République indépendante. En ce qui concerne la dénomination, il fait une accusation que « l'adoption du nom 'Macédoine' pour cette République, diffuse le message clair que la juridiction de la République s'étend travers des provinces macédoniennes de tous les états voisins. »⁷

Comme les tensions ont monté, les autorités grecques ont bloqué fréquemment l'approvisionnement du pétrole à la Macédoine sur le port de Thessaloniki (Salonique) et l'autre commerce relié aux écoulements (d'autres écoulements reliés par commerce). Cependant, le commencement officiel de l'embargo a été annoncé le 16 février, 1994 par le Premier Ministre grec Andrea Papandreou coupant les relations diplomatiques. La réponse macédonienne à de telles actions fut plutôt diplomatique. Effet le gouvernement macédonien a adressé une lettre au Gouvernement Grecque comme un appel ouvert pour le dialogue énonçant « pour signer un accord... qui garantirait la permanence des frontières ». ⁸ Plus tard le Président de la Macédoine, Monsieur Kiro Gligorov a expliqué les positions macédoniennes : « ... Quant à l'héritage historique grec, nous ne souhaitons pas l'éradiquer. Nous avons arrangé cette région au 6ème et 7ème siècle A.D. ... nous avons pris le nom du territoire que nous avons arrangé, Macédoine, il ne signifie pas que nous avons toutes les prétentions à l'histoire de Macédoine antique. Nous avons notre propre histoire... »⁹

De plus, "les Européens ont été déjà irrités avec la Grèce avant l'embargo contre Macédoine."¹⁰ La présidence grecque de l'Union Européenne à ce moment-là a été estimée comme une des plus mauvaises présidences. En outre, la Grèce a été vue comme tout à fait soupçonneuse en raison de ses relations étroites avec la Serbie et en même temps la Grèce avait bloqué l'aide pour la Turquie. Ceci a empêché l'Union Européenne de mettre en œuvre une politique méditerranéenne plus cohérente et de définir le nouveau rôle de la Turquie vers l'Asie centrale.

⁷ **Letter of Greece's Foreign Minister Antonis Samaras sent to his EPC counterparts on 17 January 1992**
Excerpted from: Greece, "European Political Cooperation and the Macedonian Question" by Aristotle Tziambiris,
Oxford, 2000, pp.207-213, Appendix II

Available at: <http://www.macedonian-heritage.gr/OfficialDocuments/Samaras1.html>

⁸ **John SHEA** – "MACEDONIA AND GREECE: The Struggle to Define a New Balkan Nation", McFarland & Company, North Carolina, 1997, p.285

⁹ **John SHEA** – "MACEDONIA AND GREECE: The Struggle to Define a New Balkan Nation", McFarland & Company, North Carolina, 1997, p.286

¹⁰ **John SHEA** – "MACEDONIA AND GREECE: The Struggle to Define a New Balkan Nation", McFarland & Company, North Carolina, 1997, p.288

Les jours, justes après la Grèce a annoncé l'embargo économique, six états européens – la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Hollande, l'Allemagne et le Danemark - ont exigé Athènes de mettre fin immédiatement au blocus.¹¹ Le président de la Commission Européenne, Jacques Delors, a menacé la Grèce de prendre le conflit à la Cour Européenne au Luxembourg. Ainsi, le commissaire de la politique étrangère, Hans Van den Broek, a qualifié la situation comme 'très difficile et très pressante' suite aux différents nombre de réunions entre Skopje et Athènes. Les parlementaires européens ont dit à la Grèce que son action pourrait mener à plus de turbulences et de guerres dans les Balkans. Dans cette ligne des événements, le Conseil de l'Europe avait aussi fortement critiqué l'embargo grec et avait appelé à la fin immédiate de l'embargo. Le 6 Avril, Hans Van den Broek, au nom de la Commission Européenne a déclaré que la Grèce serait traduite devant la Cour de Justice Européenne. Comme réponse, la Grèce a menacé de quitter l'Union Européenne si les intérêts nationaux grecs devaient être mis en danger.

En relation avec précédemment dit, confirmation du danger et de l'escalade de la situation, il y avait un discours fait par un des défenseurs du nouvel état pendant l'embargo, George Soros, devant le Sous-comité du Congrès des Etats-Unis déclarant cela « ... Macédoine a pu facilement se désagrèger, et si ceci se produit, nous aurons une troisième guerre balkanique... »¹²

Haute sensibilité pour les deux pays, et perturbations dans la diplomatie – la position des puissances européennes indéfinie (la dispute est reportée après interférence des Etats-Unis)

Au cours des années tous les deux, les Macédoniens et les Grecs, ont pris le conflit dans un autre niveau qui rend l'opinion publique des deux pays extrêmement sensible à tous les rapports politiques, sans différence de gouvernement / parti politique au pouvoir. Par conséquent, chaque gouvernement a essayé de prolonger les résultats finals du conflit espérant qu'avec le temps, l'un ou l'autre, établira de meilleures positions en sa propre faveur.

¹¹ **John SHEA** – “MACEDONIA AND GREECE: The Struggle to Define a New Balkan Nation”, McFarland & Company, North Carolina, 1997, p.288

¹² *Ibid.*, p.364, George Soros – founder of Open Society Institute and Soros Foundation Network)

La sensibilité des deux pays peut être vue dans une action diplomatique permanente prise sur niveau international, aussi bien que, sur niveau européen. Quoique la situation aille mieux dans des relations bilatérales entre les deux pays, on peut dire que la diplomatie grecque était beaucoup plus autoritaire en raison de la position internationale favorable que la diplomatie grecque a eue au cours des années. Mais, d'autre part, les Macédoniens ont été favorisés par la communauté internationale dans le contexte des positions paisibles et constructives qu'ils ont eues vers les conflits régionaux turbulents.

Les tensions ont réellement commencé à devenir sérieuses et à mettre en danger la « paix » dans cette partie de la région tandis qu'en même temps il y avait guerre dans les autres parties de l'ancienne fédération yougoslave. Les Européens ont essayé de convaincre la Grèce qu'elle n'insiste sur pas à la dispute, le considérant comme moins importante en constellations nationaliste continuellement en hausse qui menacent la paix sur les frontières de l'Union Européenne. Ils ont essayé d'équilibrer en montrant positions 'liquides', non définies. Ils ont dû être du côté de leur associé européen, mais ils n'ont pas voulu mettre en danger l'indépendance macédonienne et le peu de paix qui a "flotté" sur les Balkans.

D'autre part, le gouvernement et les fonctionnaires américains responsables de la "gestion" de la région ont pris la situation très sérieusement et ils ont pressé les deux côtés à une solution "définie". Donc, l'embargo a fini en 1995 où le Secrétaire Assistant d'état des USA, Richard Holbrooke, annoncé qu'un accord a été conclu. L'accord a appelé **Interim Accord** signé par des représentants de Macédoine et la Grèce a confirmé la reconnaissance de la Grèce de « l'ancienne République yougoslave de Macédoine », ce qui est une référence pour Macédoine jusqu'au nom final de la république est trouvé dans les cadres des Nations Unies. En plus, la négociation a dû continuer sous le patronage du Secrétaire Général de l'ONU et comme un médiateur spécial du conflit a été appelé Matthew Nimitz. En outre, Macédoine a obligé de cesser d'employer comme un drapeau national " l'étoile de Vergina". Après cela, les relations entre les pays de plus en plus améliorés mais le conflit au tour du nom doit toujours être résolu.¹³

¹³ **John SHEA** – “MACEDONIA AND GREECE: The Struggle to Define a New Balkan Nation”, McFarland & Company, North Carolina, 1997, p.304 -310

En conclusion, de nos jours "la question macédonienne" est perçue comme une question très difficile dans les affaires Européennes, sachant que la Macédoine est un pays Candidat à l'entrée dans l'Union. D'autre part, il y a la politique grecque émotive, réactive, et une opinion publique sensible, qui doit être prise en considération, tout en résolvant le conflit et finalement enterrer "la problématique macédonienne". Après l'accord les relations entre les deux voisins états indépendamment des obstructions constantes de profil bas de la diplomatie grecque. Cependant, le conflit a obtenu une nouvelle direction après l'acceptation du nom constitutionnel de la République de Macédoine par les Etats-Unis, le 4 novembre 2004.¹⁴ C'est une reconnaissance majeure et plus importante que l'identité et de l'état macédoniens.

Reconnaissance par les Etats Unis du nom constitutionnel de République de Macédoine (2005), réaction diplomatique forte en Grèce, perturbations dans la diplomatie

Les relations bilatérales entre les deux pays, après que l'accord officiel a été signé, a commencé à s'améliorer. Il était évident que le côté grec allait continuer la pression en utilisant les relations diplomatiques très fortes, afin d'obtenir une meilleure position dans les négociations conduites aux Nations Unies. En outre, les stratèges grecs espéraient que le temps apportera la solution finale en leur faveur car ils ont eu une meilleure position diplomatique dans l'OTAN et dans l'Union Européenne pour bloquer ou tourner les résultats dans leur propre avantage politique. D'autre part, les Macédoniens ont atermoyé la décision finale, tout en espérant qu'ils auront une meilleure position de négociation à l'avenir.

En outre, après l'invasion aérienne de l'OTAN en Serbie en 1999, la situation de la minorité albanaise au Macédoine a commencé à devenir plus mauvaise, en raison de demandes toujours croissantes pour les droits de minorité albanaises, qui ont vraiment commencé à alarmer l'Union Européenne en raison du conflit possible en Macédoine. Cela signifierait l'instabilité accrue sur les frontières externes de l'union et de la position vulnérable des cadres politiques internationaux de l'EU vis-à-vis des Etats-Unis et les autres puissances mondiales. Finalement, ce conflit est venu mais, il a été résolu après un conflit armé de quelque mois, avec « l'Accord-cadre d'Ohrid ».

¹⁴ Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman, US Department of State**, November 4, 2004
Available at: <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>

Pendant l'implémentation de « l'Accord-cadre d'Ohrid » les Macédoniens ont organisé un référendum qui a menacé d'arrêter l'implémentation de cet accord et donc augmentez l'instabilité. C'était le moment décisif pour la stabilité de ce pays, et donc l'administration du Président des Etats-Unis, Monsieur Bush, a décidé d'identifier l'état sous le nom constitutionnel et ainsi amplifier le processus de stabilité dans les Balkans. « Nous avons maintenant décidé de nous référer à la Macédoine officiellement comme la République de Macédoine. En reconnaissant le nom constitutionnel choisi par la Macédoine, nous souhaitons de souligner l'engagement des Etats-Unis à un état macédonien multiethnique, démocratique avec des frontières existantes. »¹⁵ Il a souligné que les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN avaient travaillé pendant des années pour apporter la stabilité durable aux Balkans. « La clé du futur de la Macédoine définie par l'Accord-cadre d'Ohrid signé par les chefs des parties politiques principaux de la Macédoine en 2001. Le gouvernement multiethnique de la Macédoine a travaillé pour finir de mettre en application cet accord et les derniers morceaux sont mis en place maintenant. »¹⁶ De plus, il a souligné que les leaders de la Macédoine ont pris une décision sage concernant l'intérêt de la Macédoine et l'intérêt de leur voisins. Peut-être l'un de plus important élément de cette réaction est que « la Macédoine est un associé important et immuable des Etats-Unis dans la guerre globale contre le terrorisme, contribuant aux troupes militaires et aux efforts de la coalition en Irak et en Afghanistan ... Nous espérons que les négociations [atours de ce dispute] tireront une conclusion prompte et mutuellement agréable. »¹⁷

Grèce menace de bloquer l'adhésion de Macédoine dans l'Union Européenne et l'OTAN

La position européenne : est-elle définie après la décision de l'Etats-Unis de reconnaître le nom constitutionnel de Macédoine ? Selon M. Boucher (le porte-parole de Washington), « c'est une matière que nous (les Etats-Unis) avons manipulée sur une longue période en même temps que l'Union Européenne et nous avons eu beaucoup de discussions avec l'Union Européenne au sujet du nom de Macédoine... en termes de décision réelle pour faire ceci... nous

¹⁵ Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman** Washington, DC November 4, 2004
Available at : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>

¹⁶ Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman** Washington, DC November 4, 2004
Available at : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>

¹⁷ Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman** Washington, DC November 4, 2004
Available at : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>

étions en contact avec l'Union Européenne pour leur faire compte de la décision. »¹⁸ Mais, quelle est la position de l'Union Européenne ? « Si vous voulez demander ce qu'est l'opinion de l'Union Européenne, vous devrez demander à un porte-parole de l'Union Européenne. »¹⁹ De même, la question pourrait être reformulée plutôt comme : qui est le porte-parole de l'Union Européenne? Cela n'est pas encore défini, pour le moment. Ceci mène à la conclusion - les choses dans l'Union Européenne doivent être 'absorbées'.

Au même temps que la décision Américaine, la Grèce a indiqué qu'il utiliserait son droit de veto durant lors du processus d'adhésion de la Macédoine dans l'EU et l'OTAN, si aucun accord n'est adopté sur la dispute autour du nom. Par conséquent, le premier ministre grec Costas Karamanlis a dit que « la position de l'UE demeure que, si FYROM [l'ex République yougoslave de Macédoine] veut avoir des espoirs d'entrer dans l'EU, ils doivent accepter une solution généralement convenue »²⁰ Les diplomates grecques ont fait une offensive agressive lors du sommet de l'UE et ils ont parlé avec plusieurs chefs européens (premier ministre britannique Tony Blair, le chef de la politique étrangère d'UE - Javier Solana et le Chancelier allemand Gerhard Schroeder) et le résultats montre que la position officielle de l'UE a pu être défini avec la phrase « une solution mutuellement acceptable doit être trouvée ». Ainsi, ceci confirme la position de statu quo de l'Union Européenne.

Quelle sera la réaction de différent Etats Membres de l'Union Européenne ? Sont-ils sur les traces de leurs contreparties américaines ? Après la guerre en Irak et les positions prises par les différents états européens, il est évident que la politique étrangère européenne est réduite en fragments entre les différents Etats membres. D'autre part chaque Etat membre à une autonomie [particulièrement les grands pays] dans les leurs décision dans les étapes et les actions concertées. En outre, il est évident que particulièrement les Britanniques et les Polonaises soient plus inclinés aux actions de politique étrangère des Etats-Unis. Possibilité pour 'l'effet de domino' dans le conflit Greco-Macédonien ? Cependant, de l'autre côté l'axe franco-allemand, essaye également de définir 'leur' propre influence dans les affaires européennes. Ainsi la

¹⁸ Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman** Washington, DC November 4, 2004
Available at : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>

¹⁹ Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman** Washington, DC November 4, 2004
Available at : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>

²⁰ **Greece threatens to veto Macedonia's EU, NATO bids if no deal on name**
Available at:

http://www.eubusiness.com/archive/East_Europe/041105094815.zhjy5v3/view?searchterm=greece%20veto%20macedonia

question est s'il y aura un effet de domino ou peut-être s'il sera adopté l'approche de synchronisation du '*right moment of targeting*' des décisions de chaque état individuel pour prouver son affection vers l'un ou l'autre état impliqué dans le conflit Greco-Macédonien.

Future perspectives et chemins possibles de la solution du problème

D'autres analyses peuvent être en avant mises sur les manières possibles de traiter le problème de la perspective européenne et internationale. Il est clair que le futur des Balkans occidentaux soit dans les structures transatlantiques. Dans ce contexte, la Croatie et la Macédoine bénéficie du statut de pays candidats à l'UE. À côté il y a aussi l'invitation pour l'adhésion à l'OTAN, qui est prévue pour les deux pays pour cette année. Ceci soulève des questions dans la portée du conflit en ce qui concerne le nom analysé. Connaissant le caractère extrêmement éruptif des réactions grecques, une question émane dans le futur proche dans lequel les Européens la plupart du temps seront confrontés [prévoyant les positions claires des Américains]. Donc, qu'est ce qui se produira aux sommets de l'OTAN où tout doit être apostillé et mis en astérisque pour se rapporter à FYROM comme Macédoine ? Les Etats-Unis sont clairs - "quand nous nous référerons à ce pays, nous lui adresserons comme République de Macédoine".²¹

En outre, certains des membres de l'Union Européenne ont fait des pas 'bold' et dans leurs relations bilatérales et internationales ils entrent en contact avec la Macédoine sous le nom constitutionnel. Mais, d'autre part, deux membres de l'UE qui sont au Conseil de Sécurité des Nations Unies comme les membres permanents tels que la France et la Grande-Bretagne, qui n'ont pas accepté le nom constitutionnel de Macédoine [les Etats-Unis, la Chine et la Russie ont reconnu le nom constitutionnel du pays] leur position tendra à devenir compliquée et difficile à équilibrer. Ils ont l'obligation d'être du côté grec en tant qu'élément de relations étroites définis par l'acquis communautaire de l'Union Européenne. Cependant, ils devront montrer la sagesse politique vers la stabilisation de la région balkanique et en ce contexte là, mettant finalement fin au conflit.

En ce qui concerne les positions officielles macédoniennes, on peut voir par la déclaration du premier ministre macédonien : "notre position est claire - la double formule est sur

²¹ Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman** Washington, DC November 4, 2004
Available at : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>

la table". La 'double formule' - formulée par les experts d'International Crises Group – cela veut dire, qu'il y a double nom pour la Macédoine : un pour l'usage international (la République de Macédoine) et l'autre pour les Grecs (l'ex République yougoslave de Macédoine)²². De plus, la dernière proposition du médiateur des Nations Unies, Matthew Nimitz, a déclaré que le nom "Republika Makedonija" devrait être employé par les pays qui ont accepté le pays sous ce nom. La Grèce devrait employer la formule "Republika Makedonija - Skopje", et dans les établissements et les organismes internationaux - "Republika Makedonia" dans la transcription d'alphabet latine devrait être employé.²³ Cependant, de l'autre côté les Grecs ne peuvent pas convenir sur la proposition faite par le médiateur des Nations Unies. Ils veulent plus de concessions.

Conclusion

La position officielle des deux pays est qu'ils conviendront sur un nom qui est un produit des négociations conduits aux Nations Unies. Malgré de telles positions constructives de fonctionnaire chaque pays essaie de pousser en avant sa version.

Néanmoins, les Macédoniens savent qu'ils se trouvent dans une situation qui leur est profitable et avantageuse. Ils essayeront de remettre la solution officielle dans le cadre des Nations Unies. Ceci leur permettra d'absorber l'impact de la diplomatie américaine sur les autres pays, particulièrement notamment comme ils sont membres de l'OTAN et où leur voix prévaut sur celle des autres.

D'autre part les Grecs essayeront d'expédier le procédé de décision et de la solution finale du nom. Ils utiliseront probablement leur position dans l'Union Européenne et la candidature macédonienne pour l'Union Européenne, pour fournir une solution plus acceptable et qui sera plus explicable sur leur scène politique. Cependant, la conclusion est que l'Union Européenne sera le champ de bataille où les pressions et les solutions finales seront exercées. Ainsi, l'Union Européenne devra donner la réponse définitive.

²² "Nimitz Proposal for Macedonia's Name Sparks Debate", Southeast European Times, 14.04.2005
Available at: http://www.setimes.com/cocoon/setimes/xhtml/en_GB/features/setimes/features/2005/04/14/feature-02

²³ "Matthew Nimitz Will Not Present a New Proposal on the Name", MIA, 14 October 2005
Available at: <http://see.oneworld.net/article/view/120536/1>

Bibliographie:

- >> **COWAN Jane K.** – “Macedonia: The Politics of Identity and Difference”, Pluto Press, London, 2000
- >> **John SHEA** – “MACEDONIA AND GREECE: The Struggle to Define a New Balkan Nation”, McFarland & Company, North Carolina, 1997
- >> **DANFORTH Loring M.** – “The Macedonian Conflict”, Princeton University Press, 1995
- >> **Mark MAZOWER** - "The Balkans", Weidenson & Nicolson, London 2000
- >> **GLENNY Misha**, The Balkans, Nationalism, War and the Great Powers 1804-1999, London, Viking, 1999
- >> **RAMONET Ignacio** – “ Géopolitique du chaos “, Gallimard, 1999
- >> **BIEBER Florian, DASKALOVSKI Zidas**, Understanding the War in Kosovo, London, Frank Cass, 2003

Articles et Internet ressources:

- >> **The Macedonian-Greek Conflict** “The age long conflict between the Greeks and the Macedonians”
Available at: <http://www.historyofmacedonia.org/MacedonianGreekConflict/conflict.html>
- >> **J.S. Gandeto** – “Differences between Ancient Macedonians and Ancient Greeks”
Available at : <http://www.historyofmacedonia.org/AncientMacedonia/gandeto.html>
- >> **Letter of Greece’s Foreign Minister Antonis Samaras sent to his EPC counterparts on 17 January 1992**
Excerpted from: Greece, “European Political Cooperation and the Macedonian Question” by Aristotle Tziambiris, Oxford, 2000, pp.207-213, Appendix II
- >> Daily Press Briefing, **Richard Boucher, Spokesman** Washington, DC November 4, 2004
Available at : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2004/37819.htm>
- >> **Nimitz Proposal for Macedonia's Name Sparks Debate**”, Southeast European Times, **By Zoran Nikolovski for Southeast European Times in Skopje - 14/04/05** Available at: http://www.setimes.com/cocoon/setimes/xhtml/en_GB/features/setimes/features/2005/04/14/feature-02

>> **“Matthew Nimitz Will Not Present a New Proposal on the Name”**, MIA, 14 October 2005
Available at: <http://see.oneworld.net/article/view/120536/1>

>> **Hellenic Republic, Ministry of Foreign Affairs**

Available at:

http://www.mfa.gr/english/foreign_policy/europe_southeastern/balkans/fyrom_name.html

>> **“Greece considers Macedonia name”**, BBC, 8 April, 2005

Available at : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/4425249.stm>

>> **EU sticks to official name for Macedonia: Dutch presidency**

Available at:

http://www.eubusiness.com/archive/East_Europe/041104132821.acukb911/view?searchterm=E

[U%20Sticks%20to%20FYROM%20for%20Macedonia:%20Dutch%20Presidency](http://www.eubusiness.com/archive/East_Europe/041104132821.acukb911/view?searchterm=E)

>> **Greece to veto Macedonia's EU entry if no deal on name**

The International News

Available at: <http://www.jang.com.pk/thenews/nov2004-daily/05-11-2004/main/update.shtml>

>> **Greeks support veto threat on Macedonian EU entry**

Available at:

<http://www.eubusiness.com/Greece/041108164510.29a7hace/view?searchterm=greece%20veto>

[%20macedonia](http://www.eubusiness.com/Greece/041108164510.29a7hace/view?searchterm=greece%20veto)

>> **Greece threatens to veto Macedonia's EU, NATO bids if no deal on name**

Available at:

http://www.eubusiness.com/archive/East_Europe/041105094815.zhjy5v3/view?searchterm=gre

[ece%20veto%20macedonia](http://www.eubusiness.com/archive/East_Europe/041105094815.zhjy5v3/view?searchterm=gre)